

Héros de l'Ouest, héros de l'Est : toponymie et Guerre froide de la Libération à nos jours

Xavier Desbrosse

► **To cite this version:**

Xavier Desbrosse. Héros de l'Ouest, héros de l'Est : toponymie et Guerre froide de la Libération à nos jours . Sous la direction de Philippe Buton, Olivier Büttner, Michel Hastings. La Guerre froide vue d'en bas, CNRS Editions, p. 111-129, 2014, 9782271078230. halshs-01259927

HAL Id: halshs-01259927

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01259927>

Submitted on 21 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Héros de l’Ouest, héros de l’Est : toponymie et Guerre froide de la Libération à nos jours¹

Xavier Desbrosse

Étudier les liens entre toponymie et Guerre froide correspond en apparence à mettre en relation une pratique mémorielle sans histoire et une histoire sans mémoire, à associer une pratique locale et nationale conformiste avec une période d’instabilité et de fortes tensions internationales. La démarche de la « vue d’en bas » permet de dépasser cette apparente opposition. En se plaçant au carrefour de l’expérience intime, de la vie publique locale et du tumulte des événements nationaux et internationaux, elle articule ces différents aspects².

Dénommer une rue est en effet un acte porteur de sens : expression de la liberté des communes, c’est un choix à la fois marquant et peu onéreux. Mais les élus locaux quand ils prennent la décision de rendre un hommage public, se situent dans un champ, celui du souhaitable. La référence toponymique ne doit ni heurter les consciences ni troubler la vie publique. Le personnage honoré doit cependant être exemplaire. Il incarne un message civique.

Il s’agit donc d’être attentif à ces moments ponctuels où « l’émotion de Guerre froide » fait reculer les limites du possible ou du traditionnel. Les acteurs – les conseils municipaux, l’État, mais aussi les associations ou les

1. Les recherches et enquêtes ont été menées en collaboration avec Olivier Büttner. La synthèse s’appuie par ailleurs sur des informations fournies par Gérard Boëldieu (Sarthe), Hélène Chaubin (Hérault), Jean-Louis Étienne (Meurthe-et-Moselle), Jean-Claude Lahaxe (Bouches-du-Rhône), Nicolas Monod (Haut-Rhin), Alain Olivier (Mayenne), Frédéric Stévenot (Aisne). Pour une utilisation exemplaire de la toponymie, cf. Agulhon Maurice, « Une contribution au souvenir de Jean Jaurès : les monuments en places publiques » in Agulhon Maurice, *Histoire vagabonde I (Ethnologie et politique dans la France contemporaine)*, Paris, Gallimard, 1988, p. 186-204.

2. Engels Jens Ivo, Monier Frédéric, Petiteau Nathalie, *La politique vue d’en bas : pratiques privées, débats publics dans l’Europe contemporaine (19^e-20^e siècles)*, Paris, Armand Colin, 2011.

partis – jouent alors un rôle essentiel. Cette histoire « du bas » est donc aussi une histoire des individus et des groupes sociaux insérés dans leurs territoires.

Dans un premier temps, nous décrivons les pratiques des élus dans le contexte de l'après-guerre et du début de la confrontation Est-Ouest. Dans un deuxième temps, l'étude de quatre références – Stalingrad, Roosevelt, Kennedy et Gagarine – permettra de mesurer l'évolution des comportements dans le temps mais aussi dans l'espace. Enfin, dans une dernière partie, nous donnerons des éclairages sur les évolutions des années 1970 à aujourd'hui.

UNE TOPONYMIE DE GUERRE ? DE LA LIBÉRATION À LA FIN DES ANNÉES 1950

À l'opposé de la tendance planétaire, pendant les fortes tensions des débuts de la Guerre froide, les échos du conflit sont restés largement imperceptibles sur les plaques de rues françaises. Ni atlantisme, ni philosoviétisme, ni anticommunisme ne se manifestent.

L'atlantisme est tout à fait marginal au sortir de la guerre et dans les années 1950. Il n'existe par exemple qu'une seule place « George Marshall » en France, inaugurée à Nice en 1968. L'organisateur du plan du même nom, mort en 1959, accumule pourtant les raisons d'être honoré : officier de premier plan pendant les deux guerres mondiales, il reçoit le prix Nobel de la Paix en 1953. De même, il n'existe aucune rue « Harry Truman » en métropole³.

La prudence des municipalités va au-delà de cet atlantisme frileux. Deux sentiments associés au conflit que sont l'anticommunisme et le pacifisme sont eux aussi invisibles dans l'espace public. À l'inverse de l'Allemagne de l'Ouest, dont les « rues du 17 juin 1953 » commémorent le soulèvement de Berlin-Est⁴, il n'existe pas en France de plaques « antisoviétiques ». La place Kossuth à Paris, dénommée en l'honneur du « héros national hongrois » après les événements de Budapest est un exemple unique dans les années 1950⁵. De même, les « rues de la paix » sont pour l'essentiel antérieures à 1939. Celle de Paris fut baptisée en 1814, après

3. D'après le site « google maps », la seule rue Harry Truman en France se trouve à Saint-Pierre (île de la Réunion). L'ancien président est mort en 1972.

4. À Berlin, la grande avenue devant la porte de Brandebourg porte ce nom.

5. *Journal officiel (JO)*, 27.2.1957. De même, plus tardivement, au Mans, une rue de Tchécoslovaquie est créée en 1968, mais avant les événements, et une rue de Hongrie en 1969.

avoir été « rue Napoléon ». À Nantes, la voie prend ce nom le jour de la signature du traité de Versailles le 28 juin 1919.

Cette prise de distance prudente par rapport aux événements internationaux se poursuit longtemps dans les années 1960. Un exemple à Châlons-sur-Marne est emblématique : quelques temps après la « crise des fusées de Cuba » (jamais évoquée dans le débat), le 7 janvier 1963, un conseil municipal a lieu⁶. Au sein d'un quartier qui accueillait alors les soldats américains de l'OTAN, une élue propose de dénommer une nouvelle voie « rue des États-Unis » ou « Christophe Colomb » ou « de la Paix. » Cette proposition influencée par le contexte international est sèchement rejetée par le conseil qui préfère la figure d'Adolphe Willette. Celui-ci est un dessinateur né dans la commune qui n'avait pas reçu à sa mort en 1926 d'hommage toponymique. Les édiles châlonnais choisissent clairement de se tenir à distance des événements récents. En effet, le débat n'est pas partisan dans la mesure où les élus sont tous gaullistes. Il ne s'agit pas non plus d'une manifestation d'antiaméricanisme, car la même municipalité dénomme un boulevard « Kennedy » dès juin 1964 au sein d'un quartier neuf à l'autre bout de la ville⁷.

Expliquer ce comportement homogène des élus français nécessite de décrire le cadre général dans lequel les décisions en matière de toponymie sont prises.

La vigilance idéologique de l'État est d'abord indéniable. Les pratiques mémorielles, en général, et toponymiques en particulier, sont régies par des règlements. Les décrets de l'après-guerre reprennent l'ordonnance du 10 juillet 1816 qui oblige les communes à soumettre au contrôle de l'État tout hommage public local. La forte demande mémorielle, après la Libération, amène l'État à réaffirmer son rôle d'encadrement. Après un premier décret le 12 avril 1946 (gouvernement Félix Gouin), c'est le décret du 12 avril 1948 (gouvernement Schuman) signé par le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, qui définit la position de l'État jusqu'en 1968 : s'il s'agit d'une personnalité étrangère ou d'une personnalité française vivante, le ministre de l'Intérieur doit être consulté et statue par arrêté⁸. Dans tous les autres cas, l'autorisation revient au préfet.

Le contenu des décrets de 1946 et 1948, l'exercice plein et entier de cette prérogative par l'État et la concomitance des dates peuvent laisser penser à un « comportement de Guerre froide » du gouvernement. Cette

6. Comptes rendus des conseils municipaux, année 1963. Archives municipales de Châlons-en-Champagne (AMCC).

7. AMCC, Conseil municipal du 1^{er} juin 1964.

8. *JO*. Le décret du 6 février 1958, qui abroge l'ordonnance du 10 juillet 1816, reprend pour l'essentiel les dispositions du décret de 1948.

explication est néanmoins réductrice. Comme le souligne Daniel Milo, la réaffirmation de ce droit régalien après un changement de régime est une constante depuis la Restauration⁹. Le contrôle étroit exercé par l'État – qui n'est pas une nouveauté – est donc un comportement d'après-guerre : en se montrant pointilleuse dans sa gestion de la vague d'hommages publics de l'après-1945, la République affirme, avec quelque rigidité, la restauration de son autorité.

Cette disposition de l'État va d'ailleurs dans le sens des attentes des conseils municipaux. Les élus des années de la Libération et des années 1950 rendent massivement hommage aux martyrs de la Résistance et aux soldats de la France libre. Les motivations des édiles sont aisément compréhensibles : ils entretiennent la mémoire de leurs compagnons de lutte en légitimant leur propre pouvoir. Tous les partis se réclament en effet de la lettre et de l'esprit de la Résistance¹⁰. Par ailleurs, cette politique mémorielle et toponymique prend son sens dans le cadre de la République restaurée : les héros sont autant un rappel de ce que doit le régime à ces hommes qu'un signe de fidélité envers celui-ci.

Plus que le conflit Est-Ouest, c'est avec les réflexes forgés à la Libération que réagissent les Français. Le traumatisme de l'Occupation a laissé de toute évidence des traces. Le régime de Vichy avait été très actif dans le domaine toponymique : de très nombreux conseils municipaux avaient donné dès 1940 le nom du maréchal Pétain à des places ou à de grandes artères. À la différence de Foch ou de Joffre, morts entre les deux guerres, il n'avait pas reçu auparavant d'hommage toponymique. C'est une des raisons pour laquelle la Libération est aussi une période de baptême de nombreuses rues : non seulement, il y a des martyrs à célébrer mais il faut aussi faire disparaître les traces du régime vichyste. Le baptême des rues a donc à voir avec les thèmes de la fidélité nationale et de la trahison. Dans ces conditions, les personnages étrangers sont longtemps des références risquées. Comme l'écrit encore en 1967, le ministre de l'Intérieur au préfet de la Haute-Vienne : « [il apparaît comme] inopportun de laisser disparaître, surtout en

9. Milo Daniel, « Le nom des rues », in Nora Pierre (dir.) *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, vol. 3, *La Nation*, 1986, p. 283-315.

10. À la différence de la Première Guerre mondiale, après 1940, le statut de la France combattante est très ambigu. Cet état de fait entraîne, si on compare le souvenir des deux guerres, une forte affirmation des références locales aux dépens des nationales et internationales. Dans les Alpes-Maritimes, après 1945, le nombre de références internationales dans la toponymie passe de 18 à 8 %. Voir Panicacci Jean-Louis, « Les lieux de mémoire toponymiques de la Deuxième Guerre mondiale dans les villes azuréennes » in Bouvier Jean-Claude, Guillon Jean-Marie (dir.), *La toponymie urbaine. Significations et enjeux*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 89-102.

faveur de personnalités étrangères, des appellations traditionnelles auxquelles la population reste attachée¹¹. » Pour beaucoup d'acteurs, le comportement dominant a été la prudence en attendant, selon la formule officielle, que l'histoire « se prononce en faveur » de l'un ou l'autre des deux camps.

Certains lieux ressentent pourtant avec une acuité particulière la Guerre froide. C'est le cas des communes où sont implantées des bases de l'OTAN. Si la toponymie atlantiste y apparaît bien dans l'espace public, les références aux États-Unis sont inversées : les dénominations insistent sur ce que les Français ont apporté aux Amériques et pas l'inverse. La Fayette, Washington ou Benjamin Franklin sont les références les plus souvent choisies¹². L'hôpital américain de Dommartin-les-Toul est, par exemple, dénommé « Jeanne d'Arc » par les autorités militaires.

Mais à l'intérieur des bases et dépôts américains, les voies privées portent bien des noms anglo-saxons. À Liverdun, les militaires de la base de Toul roulent dans le « village US » sur des avenues *Jaybird* (geai) ou *Hummingbird* (colibri)¹³. Mais ces voies ne sont ni publiques, ni reconnues par la Poste : au départ des troupes américaines, ces dénominations laissent place à une avenue Marin la Meslée et à un boulevard Roland Garros.

Les fiefs communistes sont un autre cas particulier. La période de la Libération est caractérisée par une attention spécifique des élus du Parti communiste français (PCF) à certains symboles. Ceux-ci intègrent l'espace public : le nombre de rues Pierre Sémard en témoigne aujourd'hui encore¹⁴. Mais la rupture internationale de 1947 fragilise localement les élus du PCF. Ceci restreint le champ de leur activité toponymique aux seules villes communistes. Partout ailleurs, à l'exception de Stalingrad, les références au bloc de l'Est disparaissent totalement à partir de 1947.

Néanmoins, au cœur de la confrontation Est-Ouest, de nombreuses municipalités communistes ont tenté de substituer le volontarisme à l'influence en utilisant la toponymie comme arme politique. L'anniversaire des 70 ans de Staline est l'occasion d'une activité particulière. Entre la fin 1949 et la fin 1950, les initiatives – même si elles sont difficilement chiffrables – se sont multipliées dans les bastions communistes. Le conseil municipal d'Ivry-sur-Seine baptise une rue Staline le 29 novembre 1949¹⁵. Dans les Bouches-du-Rhône, en octobre 1950, le maire de Roquefort-la-Bédoule est suspendu par le préfet pour avoir inauguré une place honorant

11. Archives nationales (AN), 1978065/21. Lettre du 17 juin 1969.

12. Ces dénominations datent des années 1955-1957. Cf. par exemple *JO* du 1^{er} mars 1957 approuvant une délibération du conseil municipal de Chamarandes.

13. Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (ADMM), W 965/365.

14. Il en existe d'autres traces comme par exemple ces trois voies honorant « l'Union soviétique » à Clermont-Ferrand, Issoire et Saint-Florine.

15. Procès-verbal de séance, Archives municipales d'Ivry-sur-Seine.

le chef d'État soviétique¹⁶. Malgré les refus préfectoraux, d'autres exemples ont existé en région parisienne comme en province¹⁷.

L'exemple de Saint-Junien est à ce titre remarquable. La polémique née dans ce chef-lieu de canton industriel de la Haute-Vienne a été jusqu'à attirer l'attention de *Life magazine* qui en fait un exemple de l'extension de l'influence communiste en France¹⁸. En 1950, une cérémonie est organisée pour les trente ans du parti et de la gestion communiste de la ville¹⁹. Marcel Cachin, qui a des liens amicaux avec des élus locaux, préside la fête. À cette occasion, le stade municipal devient le stade Maurice Thorez et le boulevard Gambetta Joseph Staline. Après leur inauguration, les plaques sont cependant volées ou souillées. Le gouvernement et, en particulier, le ministre de l'Intérieur, Henri Queuille, refusent par ailleurs la décision municipale²⁰.

Au-delà de l'anecdotique, comment comprendre l'initiative de la mairie communiste ? Deux éléments se conjuguent. Le rapport au Parti joue un rôle majeur. Dans le contexte de la Guerre froide, celui-ci exige une fidélité sans faille. C'est la direction parisienne qui a lancé un programme visant à célébrer Staline et Thorez²¹. Le comportement du PCF est alors, dans le contexte de la guerre de Corée, très internationaliste. Cette impulsion pousse la localité à adopter un comportement transgressif vis-à-vis de l'État. Les accents de radicalité révolutionnaire font renaître les passions de la guerre. La ville se situe dans une région de maquis, à une vingtaine de kilomètres d'Oradour-sur-Glane. Le sous-préfet Rix qui refuse en 1950 les dénominations de rue est accusé d'avoir été vichyste²². La Résistance locale, passée et présente, entre en résonance avec la lutte internationale des partis communistes en Guerre froide.

La situation de la Libération et des années 1950 sert de matrice aux pratiques toponymiques pendant toute la période. Mais l'attitude de l'État,

16. Déclaration du premier adjoint, le 1^{er} octobre 1950, Archives municipales de Roquefort-la-Bédoule.

17. La plupart ont été débaptisées à la fin des années 1950. À Lanester, l'avenue Staline, créée en 1954, est débaptisée en 1978, Archives municipales de Lanester.

18. Article « Communist power in France », *Life Magazine*, 29.1.1951.

19. Granet Thierry, « La guerre des plaques de rues à Saint-Junien », *Le Nouvelliste (Haute-Vienne)*, 4 mai 2010 [<http://www.lenouvelliste.fr/actualite/La-guerre-des-plaques-de-rues-a-Saint-Junien-374.html>].

20. L'usage dénomme le stade « Le Chalet » et le boulevard Staline devient boulevard Marcel Cachin en 1961.

21. La lettre envoyée aux fédérations ne fait pas allusion à la toponymie. Ce sont les fédérations qui ont eu vraisemblablement le soin de soutenir les initiatives locales. Archives départementales de Seine-Saint-Denis (ADSSD), Relevé des décisions du Secrétariat, 2 Num_4/9.

22. Mazoin Roland, Secrétaire de la Section du PCF de St-Junien, « Les loups aboient mais la caravane passe », *La Délivrance*, 9.9.1950.

franche et bien documentée, attire l'attention en priorité sur les sentiments et les pratiques qui vont dans le sens d'une homogénéité nationale.

En se focalisant sur les marges de manœuvre des conseils municipaux et sur les choix qu'ils opèrent, n'est-il pas possible d'avoir une vision plus différenciée des comportements ? Au carrefour entre expériences personnelles, voire intimes, et pratiques publiques, comment les élus ont-ils exprimé des « sentiments plus spécifiquement de Guerre froide » ?

À l'intérieur d'un cadre où la vigilance gouvernementale s'accorde avec la prudence locale, quelques engouements toponymiques ont laissé des traces. Les marques d'atlantisme ou de philosoviétisme, ponctuelles, brisent alors le conformisme des comportements municipaux. Elles introduisent de la diversité dans un paysage homogène. Ces phénomènes, s'ils se jouent à la marge, ne sont pas d'importance négligeable. Par le biais de quatre exemples représentatifs, nous nous proposons d'en évaluer la portée. L'étude compare deux dénominations de l'après-guerre au sens large, Stalingrad et Roosevelt et deux références caractéristiques des années 1960, John Kennedy et Youri Gagarine²³. L'analyse des quatre corpus permet d'avancer trois idées.

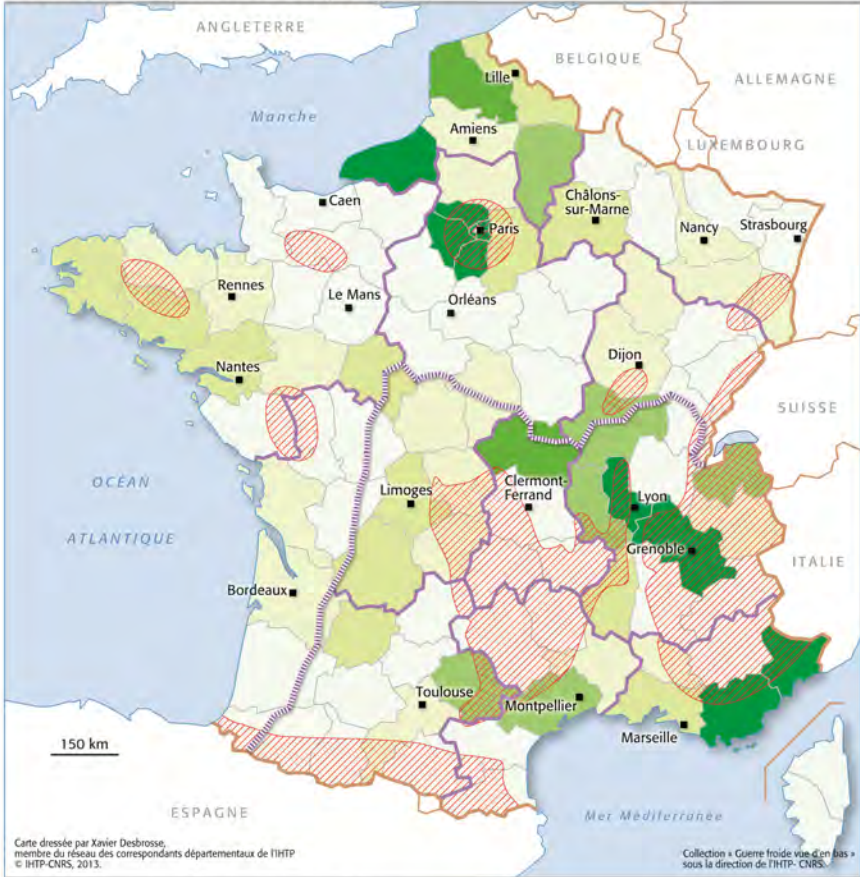
STALINGRAD, ROOSEVELT ET LA LIBÉRATION : DEUX FRANCE

Alors que la quasi-totalité des conseils municipaux ne se hasarde pas sur les terrains des hommages à des personnalités étrangères entre 1945 et la fin des années 1950, il existe deux exceptions de taille : le président Roosevelt et la ville de Stalingrad qui sont intégrés dès 1944 dans le panthéon de la Libération. Le prestige de ces références et leur visibilité dépassent cependant de loin leur importance numérique dans l'espace public : en 2012, il n'existe respectivement que 158 et 166 lieux publics honorant leurs noms. Si on compare ces chiffres à ceux des personnalités françaises, ils sont dérisoires²⁴.

23. La liste exhaustive des voies Stalingrad et Roosevelt (2012) a été fournie par le Service du courrier de la poste. On ne connaît pas les dates de dénomination. Pour Stalingrad, le mouvement continue jusqu'à la fin des années 1950. Concernant Roosevelt, la majorité des dénominations fait suite à sa disparition en avril 1945. Source pour John Kennedy : « hommage public » dans le *Journal officiel* de 1963 à 1968 ; informations rassemblées par Olivier Büttner. Concernant Gagarine, liste exhaustive établie en 2012 grâce aux sites « google maps » et « openstreetmap ».

24. 3633 hommages toponymiques honorent Charles de Gaulle en France en 2009, cf. Oulmont Philippe (dir.), *Les voies « de Gaulle » en France (Le Général dans l'espace et la mémoire des communes)*, Bruxelles, Complexe, 2009.

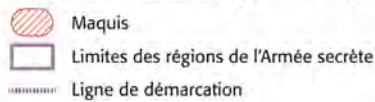
LES RUES STALINGRAD EN FRANCE (1945-2013)



Nombre d'hommages publics municipaux (dénominations de rues, places et autres voies publiques) par département

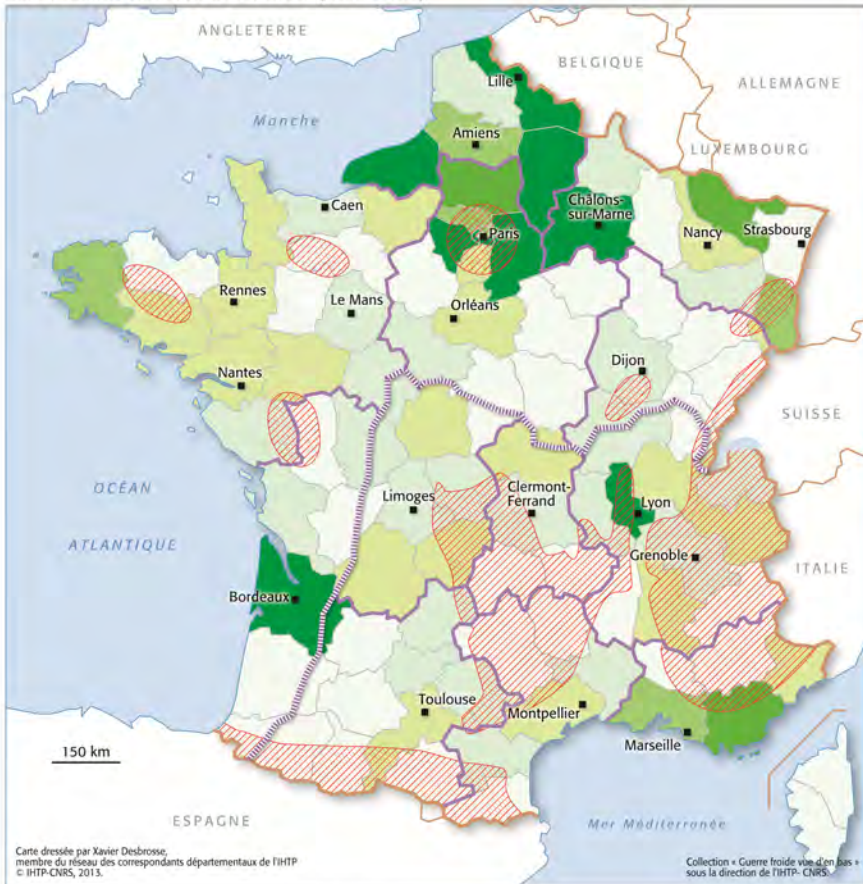


Implantation des maquis pendant la Seconde Guerre mondiale



Les rues Stalingrad en France (1945-2013).

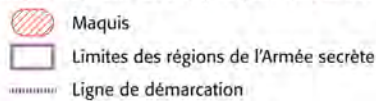
LES RUES ROOSEVELT EN FRANCE (1945-2013)



Nombre d'hommages publics municipaux (dénominations de rues, places et autres voies publiques) par département



Implantation des maquis pendant la Seconde Guerre mondiale



Les rues Roosevelt en France (1945-2013).

Les cartes représentant la distribution spatiale de ces rues font apparaître nettement le fait que les deux dénominations renvoient à des territoires et à des pratiques différentes. Même si un tiers des villes du corpus (soit 46) ont donné les deux noms à des voies de leurs territoires, deux France se distinguent (*cartes 1 et 2 les rues Stalingrad et Roosevelt en France*).

Les événements de la Seconde Guerre mondiale sont alors un facteur explicatif essentiel. Dans ce qui fut la zone occupée, autrement dit dans le Nord et l'Est du Bassin parisien, les départements de la Gironde et de la Moselle, on constate une surreprésentation des hommages au président américain. Ailleurs, l'atlantisme n'est revendiqué que ponctuellement. Les territoires occupés et libérés par l'armée américaine rendent hommage à leurs libérateurs²⁵. La surreprésentation des avenues dénommées Roosevelt (57 soit 36 % du corpus contre 17 % pour Stalingrad) montre qu'on dénomme souvent ainsi la voie par laquelle l'armée américaine est entrée dans la ville. À l'inverse, comme le démontre la carte n° 1, on constate que la présence d'un maquis influent est un facteur de sous-représentation des rues honorant le chef d'État des États-Unis. Cette corrélation fonctionne de façon symétrique pour la référence à Stalingrad.

Par ailleurs et sans surprise, la densité de militants communistes et de voies Stalingrad vont de pair. Les départements du pourtour du Massif central, du Lot-et-Garonne à la Loire en passant par l'Allier, votent massivement pour le PCF après la Libération²⁶. Il en va de même pour l'Ouest parisien, le Pas-de-Calais ou le Var. Mais la carte nous montre que la densité de résistants est aussi un facteur amplificateur. Le Vercors en Isère autour de Grenoble et la région lyonnaise sont des régions-symboles où on trouve des hommages à la ville soviétique. Il est tentant de croire que les anciens résistants ont voulu honorer la ville dont la résistance leur avait donné de l'espoir et fait prendre le maquis. La mémoire toponymique de Stalingrad est celle de la France qui s'imagine s'être libérée seule sur le modèle de l'URSS. La surreprésentation des places et boulevards (21 % et 31,2 % contre 13,3 % et 8,8 % pour Roosevelt) confirme l'idée de l'évocation symbolique d'une forteresse assiégée qui résiste.

Le début du conflit Est-Ouest met ensuite fin, comme on l'a vu, aux hommages toponymiques faisant référence aux États-Unis ou à l'URSS. Cette situation change-t-elle dans les années 1960 ?

25. Simmonet Stéphane, *Atlas de la libération de la France (6 juin 1944-8 mai 1945)*, Paris, Autrement/Mémorial de Caen/Ministère de la Défense, 2004.

26. *Ibid.*, p. 65. Cf. également Salmon Frédéric, *Atlas électoral de la France (1848-2001)*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 52.

ROOSEVELT, KENNEDY : CONTINUITÉ ET AMPLIFICATION

La détente des relations entre Washington et Moscou n'est pas le seul événement des années 1960. L'extension urbaine et une volonté de la Poste de dénommer désormais systématiquement les voies pour faciliter la distribution du courrier font se multiplier les dénominations nouvelles. L'ambiance change aussi dans la société : les effets d'une plus grande ouverture – du fait des médias comme la radio ou la télévision – et d'une mobilité accrue se font sentir. Un souffle de modernité touche la toponymie et rend les références traditionnelles moins attractives²⁷.

La mort brutale de John Fitzgerald Kennedy le 22 novembre 1963 provoque par exemple très vite une multiplication des plaques célébrant sa mémoire : 234 conseils municipaux de métropole ont choisi entre 1963 et 1968 de lui rendre hommage²⁸. En cinq ans, le nombre de voies est beaucoup plus important que concernant Roosevelt. 200 villes ont célébré la mémoire de Kennedy alors qu'elles ne l'avaient pas fait pour le vainqueur de 1945. Cependant, John Kennedy est une figure atypique. Il est l'homme des grandes crises de la Guerre froide, en particulier à Berlin et à Cuba. Mais, à la différence d'Eisenhower par exemple, il n'a pas combattu en Europe mais dans le Pacifique pendant la Seconde Guerre mondiale. « JFK » incarne aussi une modernité politique. Le président des États-Unis est une figure de magazines au destin héroïque et tragique. Quelle est la facette du personnage célébrée par les élus municipaux ?

L'observation de la carte des départements dont des communes ont choisi de baptiser une rue Kennedy permet de répondre clairement : c'est le chef de la puissance alliée et protectrice à qui les élus rendent hommage (*Carte 3, Les rues J. F. Kennedy en France*). Cette carte laisse en effet apparaître une forte continuité avec celle des rues Roosevelt. On retrouve une vaste moitié Nord allant de la Bretagne à la Lorraine en passant par le Bassin parisien et le Nord-Pas-de-Calais. Plus qu'un élargissement, on pourrait donc parler d'une densification : ce qui avait été pratiqué en 1945 pour Roosevelt se généralise à l'intérieur de limites bien définies. Au sein de cet ensemble, il existe certes des départements moins actifs : la Somme, ceux de la région Champagne-Ardenne et l'Alsace. Pour le reste du pays, le phénomène est diffus à deux notables exceptions près : le littoral méditerranéen de l'Aude à la Provence, et la Gironde.

27. Cette réorientation des goûts des municipalités se traduit de trois façons : une pacification générale des références et le recul des références militaires ; l'inflation des références valorisant soit la qualité du cadre de vie, soit la modernité (noms de fleurs ou d'inventeurs) ; l'eupéanisation des références (Dunant ou Mozart).

28. Source : « hommage public » dans le *Journal officiel* de 1963 à 1968.

LES RUES J.F.KENNEDY EN FRANCE (1963-1968)



Nombre d'hommages publics municipaux (dénominations de rues, places et autres voies publiques) par département



- Les étapes de la libération (1944-1945)**
- Débarquement des alliés
 - Au nord et à l'est de cette ligne, territoires libérés par l'armée américaine et les alliés
 - Ligne de démarcation

Présence de troupes de l'OTAN en France en 1958

- Régions militaires
- Quartiers généraux
- Bases aériennes de l'US-Air Force
- Port d'attache de la 6e flotte US

Les rues J.F. Kennedy en France (1963-1968).

LES RUES GAGARINE EN FRANCE (1967-2013)



Nombre d'hommages publics municipaux (dénominations de rues, places et autres voies publiques) par département

0	1	2	3	4	5 et plus
---	---	---	---	---	-----------

Les rues Gagarine en France (1967-2013).

Concernant le nord de la Loire, la ressemblance avec la carte des territoires libérés par l'armée américaine est frappante. La présence de ces troupes à la Libération apparaît à nouveau comme un puissant facteur explicatif : nommer une rue Kennedy est une marque de fidélité. La surreprésentation en Provence rentre dans ce schéma : le débarquement du 15 août 1944 produit les mêmes effets.

L'exception girondine permet de mettre au jour une autre concordance entre cartes. L'atlantisme dont fait preuve un certain nombre de communes du sud-ouest est probablement lié à l'existence de bases de l'OTAN dans la région : la présence ou non de soldats des États unis après 1950 agit comme un catalyseur.

Les inaugurations confirment le fait que la dimension militaire et diplomatique est essentielle : celle d'un viaduc Kennedy à Nancy l'illustre. Cet ouvrage d'art enjambe en centre-ville une vaste zone ferroviaire. Pour l'inauguration de ce symbole de modernisation de la ville en mai 1966, la mairie de droite modérée invite le général Lemnitzer qui est le commandant suprême de l'OTAN²⁹. Des officiers et des officiels américains sont conviés. Le général est reçu à l'hôtel de ville et devient, à cette occasion, citoyen d'honneur de la ville de Nancy³⁰.

Kennedy incarne donc d'abord la figure de l'« allié de la France », avant celle de la modernité. Étant donné que « JFK » n'a pas combattu en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est bien le chef d'État de la Guerre froide qui est célébré. La Détente internationale n'a pas dissout les dispositions atlantistes des élus municipaux. L'atmosphère nouvelle des années 1960 permet surtout aux régions plus atlantistes d'amplifier leur hommage adressé aux États-Unis. La persistance de ce lien avec Washington se manifeste dans les années 1960 et 1970 par le choix de références comme les généraux Patton ou Eisenhower³¹.

GAGARINE, UN SUCCÈS EN TROMPE-L'ŒIL

Figure secondaire – surtout si on le compare à Stalingrad –, le cosmonaute Youri Gagarine est de son vivant un personnage extrêmement célèbre : après le voyage qui fait de lui le premier homme dans l'espace, le

29. Il est le successeur d'Eisenhower et de Ridgway. Rapport de l'officier de liaison français de la base, mai 1966, ADMM, W 950/ 41.

30. ADMM, W 950/ 41b.

31. Hommages à Patton à Metz (*JO*, 19.5.1963), Saint-Rémy-sur-Avre (*JO*, 4.5.1967) ou encore Laval (*JO*, 27.8.1968).

12 avril 1961, il devient un ambassadeur informel du régime soviétique dans le monde entier. Sa mort accidentelle le 27 mars 1968, lors d'un entraînement à bord d'un avion de chasse, parachève de construire le « mythe Gagarine. » Comme Kennedy, le cosmonaute au destin tragique est à la fois une figure de modernité et de Guerre froide. En effet, si son exploit fut perçu comme une avancée scientifique majeure, beaucoup s'inquiétèrent. Dans le camp de l'Ouest, nombreux furent ceux qui virent en effet dans ce vol dans l'espace la première étape d'une extension du conflit est-ouest.

Soixante villes possèdent en 2013 un espace public dénommé Gagarine (carte 4 ; les rues Gagarine en France). C'est deux tiers de moins que les voies Stalingrad. 14 villes (sur 60 possibles soit 23 %) possèdent les deux appellations³². Sur 41 références identifiées, 38 dénominations ont lieu entre 1961 et 1978. 21 sont le fait de mairies communistes (55 %). Cette vague de baptêmes est donc un incontestable succès : il fait sortir du purgatoire la toponymie communiste et plus particulièrement internationaliste. Jusqu'à la fin des années 1960, les villes communistes avaient peu profité de la tendance à l'« européenisation » des références : seules des rues Lénine ou Marx avaient été baptisées. Le pionnier de la découverte de l'espace permet de proposer dans les années 1960 une nouvelle référence acceptable.

Les nombreuses dénominations consécutives à la mort de Youri Gagarine – et sans attendre les cinq ans réglementaires – traduisent une émotion assez largement partagée. Dans des mairies non communistes, de gauche toutefois, le baptême d'une rue « Gagarine » apparaît comme une concession possible aux élus ou aux associations du PCF. Le cosmonaute profite aussi de la nette amélioration de l'image de l'URSS dans l'opinion publique française³³. L'homme qui est reçu par le président de Gaulle ne saurait être un agent de Guerre froide ! À Carhaix (Finistère) en février 1968, c'est-à-dire avant la mort du cosmonaute, son nom est donné à une rue après une visite à l'Élysée. Le gouvernement ne s'oppose d'ailleurs pas

32. L'enquête repose sur les réponses d'un questionnaire adressé aux mairies et sur le *JO*. Les informations concernent les communes d'Alès, Andrest, Angers, Argenteuil, Aulnoye-Aymeries, Avion, Bègles, Belleu, Bobigny, Bourges, Bron, Calais, Carhaix-Plouguer, Céret, Chaumont, Clermont-Ferrand, Colombes, Déols, Dole, Doué-la-Fontaine, Évreux, Frévent, Guesnain, Guilhaud-Granges, Guyancourt, Harfleur, Ivry-sur-Seine, La Seyne-sur-Mer, Lanester, Montdidier, Moyeuve-Grande, Niort, Oyonnax, Riorges, Saint-Étienne, Saint-Germain-du-Puy, Saint-Juéry, Saint-Junien, Saint-Maximin, Saint-Nazaire, Sevran, Vierzon, Villejuif, Villeneuve-le-Roi, Vitry-sur-Seine, Witry-lès-Reims. Nous remercions les nombreux maires qui ont bien voulu répondre à nos demandes.

33. Les sondages montrent une faible différence entre les personnes hostiles ou favorables à l'URSS. Vaïsse Maurice, *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.

à ces initiatives locales³⁴. Comme le montre la justification du conseil municipal de la Seyne-sur-Mer dans le Var, à sa mort, le cosmonaute passe pour un découvreur et un scientifique. Le conseil justifie ainsi sa décision : « Considérant que la personnalité de Youri Gagarine, premier homme ayant effectué un vol extra planétaire, appartient de par cet exploit héroïque non seulement à son pays, mais à l'humanité entière, Considérant que ce héros de l'espace laisse une image de héros, humain et généreux aux jeunes générations et à celles de l'avenir,

Considérant qu'il a ouvert une voie nouvelle à l'évolution de l'humanité et des sciences »³⁵. C'est bien une image de modernité que Gagarine semble véhiculer. Et celle-ci évacue l'aspect conflictuel de la relation avec l'URSS.

Cette vague de dénominations immédiatement après la mort de Gagarine correspond aussi à une aspiration ancienne des élus communistes : dès le voyage de 1961, une rue à Villejuif et une avenue à Vitry-sur-Seine lui rendent hommage. Le phénomène n'est pas isolé : à Port-de-Bouc en 1961, une salle municipale prend le nom du cosmonaute³⁶. En 1962, c'est le cas d'une cité HLM à Drancy. Ces espaces publics qui ne sont pas des rues pouvaient être dénommés sans que le préfet n'intervienne : leur baptême précoce démontre l'enthousiasme de certains élus après l'exploit de Gagarine.

Deux autres éléments peuvent expliquer ce succès. Il y a d'abord eu une impulsion du Parti. On trouve dans le compte-rendu de la réunion du secrétariat du PCF du 17 avril 1968 : « Sections centrales : demander au groupe communiste du Conseil municipal de Paris de poser la question d'une rue ou d'une place Gagarine³⁷. » On peut imaginer que les fédérations ont fait de même. La proximité immédiate de rues Gagarine et de grands aéroports nationaux laisse penser qu'il y a eu, là aussi, une volonté particulière. En effet, les communes communistes limitrophes des installations aéroportuaires d'Orly (Villeneuve-le-Roi), de Lyon (Bron) et de Châteauroux (Déols) dénomment toutes une rue dès 1968.

Mais le succès est encore plus grand si on considère que le nom de Gagarine est donné rarement de façon isolée. Certes, souvent, la municipalité communiste tempère le message en dénommant aussi des rues en l'honneur d'astronautes comme Alan Shepard ou Neil Armstrong. Le panachage permet de satisfaire un large spectre d'élus. Mais ces quartiers aux

34. AN, 1978065/21.

35. Conseil municipal de la Seyne-sur-Mer, délibération du 29 avril 1968, Archives municipales de la Seyne-sur-Mer, 2 W 40.

36. Conseil municipal de Port-de-Bouc, 15 avril 1961.

37. ADSSD, Relevé de décisions du Secrétariat, 2 Num_4/14 (1965-1969).

noms de rues choisis autour du thème de l'espace permettent aussi aux municipalités communistes de rendre hommage sur les plaques de rue de leurs communes à des cosmonautes soviétiques vivants comme Alexeï Leonov ou Valentina Terechkova : c'est le cas à Bègles en 1970.

Toutefois, ce succès est aussi un trompe-l'œil. La carte est à nouveau révélatrice : elle montre que le personnage de Gagarine – à la différence de Stalingrad en son temps – ne séduit que peu en dehors des bastions communistes et des communes marquées à gauche. La « ceinture rouge » autour de Paris, le Nord ainsi que quelques bastions du Massif central se dégagent. Les succès ponctuels cachent, si on considère l'échelle nationale, la rétractation de l'influence communiste. À l'inverse de ce qui s'est passé pour Roosevelt et Kennedy, la référence à Gagarine n'a pas connu le succès de celle à Stalingrad. Le lien avec le souvenir de la Libération ne fonctionne pas dans le cas du pionnier de l'espace : la figure pacifique de Gagarine ne rentre en résonance ni avec la Guerre froide ni avec la Seconde Guerre mondiale.

Au final, la Détente et le réchauffement des relations franco-soviétiques permettent surtout aux élus du Parti communiste de célébrer un citoyen soviétique. La carte démontre que le rayonnement territorial du sortir de la guerre a laissé la place au fonctionnement en réseau du parti. L'hommage est donc essentiellement identitaire et militant.

DES ANNÉES 1970 À NOS JOURS : GUERRE FRAÎCHE OU DÉTENTE ?

La fin des années 1960 est une rupture, car le contexte réglementaire connaît une importante évolution. Le contrôle de l'État sur les décisions des communes devient plus lâche : le décret du 29 novembre 1968 supprime le contrôle du ministère de l'Intérieur concernant les décisions des conseils municipaux en matière de toponymie. Les préfets deviennent les seuls mais incontournables juges de la pertinence des choix des élus municipaux. Cette tendance est accentuée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982 qui fait disparaître la tutelle préfectorale. Le contrôle de l'État s'exerce désormais *a posteriori* ; en cas de litige constaté, c'est désormais au juge administratif qu'il convient de trancher. Le desserrement puis la disparition du contrôle étatique font apparaître des tendances qui restaient depuis les années 1940 étouffées. Avec un nombre de références qui reste limité, la toponymie devient un champ de lutte idéologique : anticommunisme et antiaméricanisme sont les traits saillants de la période.

L'hommage à des personnalités étrangères s'était banalisé dans les années 1960 ; il se politise dans les années 1970. Dans les mairies de gauche, des figures comme Martin Luther King et Salvador Allende hono-

rent des combattants de la liberté ; elles rappellent aussi les travers de la politique intérieure et extérieure des États-Unis. Les municipalités de droite profitent aussi du nouveau contexte. À Fréjus, le 17 décembre 1984, François Léotard, maire de la commune, et Michel Noir, maire de Lyon, inaugurent une avenue Sakharov³⁸.

La chute du Mur marque ensuite un tournant. Si on ne constate pas de regain d'atlantisme, les références prosoviétiques connaissent alors une démonétisation relative. En 1991, la Seyne-sur-Mer transforme le boulevard Staline – le dernier de France – en Stalingrad³⁹. La même année, à Toulon, le quai Stalingrad retrouve le nom de Cronstadt donné au XIX^e siècle. À Paris, la partie du boulevard de la Villette, baptisée par arrêté municipal du 7 juillet 1945, « place de Stalingrad » est renommée le 26 novembre 1993 : la dénomination devient « de la Bataille de Stalingrad ».

Mais les événements de 1989 ne mènent pas à une vague de *damnatio memoriae* car la prudence des municipalités pendant la Guerre froide produit alors ses effets : le nombre de rues aux références « intolérables » est très limité. Il resterait, par exemple, une cinquantaine de rues ou avenues Lénine en France. Si ce nombre est important pour un pays d'Europe de l'Ouest, cela ne le place pas dans la même situation que les anciens pays communistes est-européens confrontés à une présence massive de toponymes hérités⁴⁰. L'État français ne se préoccupe d'ailleurs pas de la mémoire toponymique de la Guerre froide⁴¹. Si des préfets font débaptiser des rues Pétain, l'unique rue Staline demeure à Essômes-sur-Marne dans le sud de l'Aisne⁴².

Il y a bien une toponymie de Guerre froide. Mais il s'agit d'un objet historique inattendu. Les élans atlantistes ou philosoviétiques ne se sont exprimés qu'à la marge. Une nouvelle division de la communauté nationale après 1945 est probablement unimaginable pour une majorité des Français : les choix toponymiques sont donc faits au sein des références nationales. La Détente diplomatique révèle le fait que ces craintes de déchirures ne sont pas vaines : les lignes de fractures de la Libération persistent. « Deux France » ont des positions différentes face aux États-Unis et à leur poli-

38. Guillon Jean-Marie, « Batailles de mémoires en Provence », in Bouvier J.-C., Guillon J.-M., *op. cit.*, p. 123-138.

39. *Idem*, p. 137.

40. « Allemagne : Viens chez moi, j'habite rue Lénine », *Gazeta Wyborcza*, 4.1.2012. Consultable à l'adresse : <http://www.presseurop.eu/fr/content/article/1354451-viens-chez-moi-j-habite-rue-lenine>.

41. « La simple évocation de la suppression du nom "Pétain" a déjà suscité de vives réactions », *L'Union*, 20.11.2010.

42. Sa dénomination date de la Libération et fait référence aux chefs d'État présents à Yalta : la rue débouche sur les rues Churchill et Roosevelt.

tique extérieure. Une partie de la population s'oppose, au moins par la retenue, à l'atlantisme des gouvernements.

Après la chute du Mur de Berlin, comme dans les années 1950, la toponymie donne l'image d'une mémoire froide du conflit Est-Ouest. Mais désormais, c'est moins la crainte que l'indifférence qui explique ce désintérêt. L'Histoire a néanmoins prouvé que les choses peuvent changer et les passions rejaillir.